

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
portant levée de mise en demeure
à l'encontre du Syndicat Intercommunautaire du Littoral
pour ses activités de compostage de déchets non dangereux ou de matières végétales
sur le territoire de la commune d'Echillais (17620)

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Le Préfet de Charente-Maritime
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 171-11, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2023 mettant en demeure le Syndicat Intercommunautaire du Littoral, dont le siège social est situé 3 avenue Maurice Chupin à Rochefort (17300), de respecter les prescriptions techniques qui lui sont applicables pour ses installations situées à « La Noraudière » route des Jamelles sur la commune d'Echillais (17620) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2025 donnant délégation de signature à M. Emmanuel CAYRON, Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime, et organisant sa suppléance ;

Vu la visite d'inspection du 22 août 2024 réalisée à « La Noraudière » route des Jamelles sur la commune d'Echillais (17620) ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 19 septembre 2024 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Vu le courrier préfectoral du 30 septembre 2024 accordant au Syndicat Intercommunautaire du Littoral un report de délai pour la réalisation des travaux de mise aux normes des bassins ;

Vu la visite d'inspection du 29 janvier 2026 réalisée à « La Noraudière » route des Jamelles sur la commune d'Echillais (17620) ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 11 février 2026 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que le Syndicat Intercommunautaire du Littoral respecte désormais les prescriptions applicables pour ses installations et qu'à la date d'édiction du présent arrêté, les dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 28 novembre 2023 susvisé sont satisfaites ;

Considérant en conséquence que la mise en demeure prononcée par l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2023 susvisé peut être levée ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Charente-Maritime,

ARRÊTE

Article 1 -

Les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28 novembre 2023 susvisé pris à l'encontre du Syndicat Intercommunautaire du Littoral lui enjoignant de respecter les prescriptions applicables pour ses installations situées à « La Noraudière » route des Jamelles sur la commune d'Echillais (17620) sont abrogées.

Article 2 -

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, soit dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Dans ce délai cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique, qui prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « telerecours.fr ».

Article 3 -

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Charente-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 -

Le présent arrêté sera notifié au Syndicat Intercommunautaire du Littoral.

Copie sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime,
- Madame la Sous-Préfète de Rochefort,
- Monsieur le Maire d'Echillais,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Nouvelle-aquitaine.

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

La Rochelle, le

17 FEV. 2026

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

Emmanuel CAYRON